

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
D'AUSSAC-VADALLE

**délibération :  
D\_2022\_7\_1**

L' an deux mille vingt deux, le mardi 28 juin à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 13

Date de convocation du : 21 Juin 2022

Présents : 12

**Présents** : Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame AUPY Jocelyne, Madame BIZE Aurélie, Madame DUPUY Marine, Madame KERJEAN Madeleine, Monsieur LEDIRAISON Guillaume, Monsieur LEGRAND Xavier, Monsieur LEHEMBRE Pierre-Yves, Madame LIOT Régine, Monsieur VIGIER Valérian

Votants : 12

**Objet : Reprise et vente  
nouvelle concession à M.  
et Mme DECHESNE**

**Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Monsieur LAMACHE Christophe

**Secrétaire de Séance** : Madame Madeleine KERJEAN

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que M. et Mme DECHESNE ont acquis une concession de 3m2 en 2000.

Le montant initial de l'acquisition de la concession hors frais d'enregistrement était de 45,00€ (300,00F). Ils souhaitent acquérir une nouvelle concession pour une superficie de 5m2.

Le prix de la nouvelle concession est de 125,00€ donc la somme à verser après déduction de la concession initiale rétrocédée à la commune et que Monsieur le Maire propose d'accepter est de 80,00€.

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Accepte la reprise de l'ancienne et la vente d'une nouvelle concession perpétuelle à M. et Mme DECHESNE pour une superficie de 5m2, considérant qu'ils remplissent les conditions nécessaires à cet effet ;

- Autorise M. le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet ;

**Pour : 12 Contre : 0 Abstention : 0**

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.  
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 28/06/2022, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire selon date de l'accusé de dématérialisation.

Fait et délibéré les mêmes  
ans, mois et jours que ci-  
dessus.

Au registre sur les  
signatures pour copies  
conformes,  
Le Maire,  
Gérard Liot